Kirsten FERMAGLICH, *A Rosenberg by Any Other Name. A History of Jewish Name Changing in America*

New York, New York University Press, coll. « The Goldstein-Goren Series in American Jewish History », 2018, 245 p.

Baptiste Coulmont

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/57562>
DOI : 10.4000/assr.57562
ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2020
Pagination : 204-206
ISBN : 978-2-7132-2826-1
ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Baptiste Coulmont, « Kirsten FERMAGLICH, *A Rosenberg by Any Other Name. A History of Jewish Name Changing in America* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 192 | octobre-décembre 2020, mis en ligne le 31 décembre 2020, consulté le 22 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/57562> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.57562>

Ce document a été généré automatiquement le 22 janvier 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Kirsten FERMAGLICH, *A Rosenberg by Any Other Name. A History of Jewish Name Changing in America*

New York, New York University Press, coll. « The Goldstein-Goren Series in American Jewish History », 2018, 245 p.

Baptiste Coulmont

RÉFÉRENCE

Kirsten FERMAGLICH, *A Rosenberg by Any Other Name. A History of Jewish Name Changing in America*, New York, New York University Press, coll. « The Goldstein-Goren Series in American Jewish History », 2018, 245 p.

- 1 L'ouvrage de Kirsten Fermaglich, historienne à Michigan State University, porte sur les changements de nom effectués par les juifs de New York au xx^e siècle. Pour étudier cette pratique, l'autrice s'appuie sur les archives du tribunal civil de la ville, qui contiennent les requêtes déposées par les New-Yorkais et New-Yorkaises ayant demandé à changer de nom ou de prénom.
- 2 Le cœur du propos de l'autrice peut se résumer de la manière suivante : les changements de nom, certes minoritaires au sein du monde juif new-yorkais jusque vers les années 1950, n'étaient ni des actes isolés ni des demandes individuelles. Ils émanaient de familles entières, en voie d'ascension sociale, vers le monde des cadres et professions libérales pour les hommes, ou le monde des employées de services pour les femmes. Ce n'était pas une voie de sortie du judaïsme ni l'expression d'une honte ou d'une haine de soi, mais plutôt une réponse à « la nature privée de l'antisémitisme étatsunien ». Ce dernier s'exprime indirectement, dans un grand nombre de formulaires qui se multiplient à l'orée du xx^e siècle, et qui demandent aux individus d'indiquer leur nom. Le nom devient ainsi un stigmate agissant à distance, et la croyance selon laquelle de nouveaux noms sont indispensables au succès économique

se répand. « La nature officieuse de l'antisémitisme américain a encouragé de nombreux Juifs à résister à la discrimination en faisant usage de la bureaucratie administrative et des requêtes en changement de nom pour donner une nouvelle forme à leur identité personnelle plutôt que d'avoir recours au registre de l'activisme des *civil rights* pour changer une société injuste. »

- 3 Une histoire d'ascension sociale, d'antisémitisme non gouvernemental et de recours à l'État, donc.
- 4 Le premier chapitre s'intéresse à l'après-Première Guerre mondiale, période pendant laquelle doublent les demandes de changement de nom. L'autrice estime que vers 1930 65 % des demandes à New York proviennent de juifs, une proportion sans commune mesure avec leur poids démographique. Elles proviennent aussi souvent de femmes – qui entrent sur le marché du travail salarié des services – et de familles entières : les requérants indiquent souvent changer de nom « pour leurs enfants ». Le but : prendre un nom ordinaire, qui ne serait pas repéré, dans un contexte de développement de l'antisémitisme. « La décision de déposer une requête est le signal d'une inquiétude : le nom propre, inscrit sur les papiers, pouvait être l'objet d'un examen » (p. 27). Il ne s'agit pas de quitter la communauté juive : comme l'indique la référence shakespearienne du titre (*Romeo et Juliette*, Acte II, Scène 1), le changement d'un nom ne change pas la nature profonde de ce qui portait ce nom.
- 5 Le deuxième chapitre s'intéresse à l'impact de la Seconde guerre mondiale sur cette pratique qui devient « un phénomène ». Il y a à peine 300 demandes en 1937, on en compte 1100 en 1942, et là encore, les juifs sont très nombreux à demander à la justice à changer de nom. Souvent, les requérants indiquent vouloir abandonner un « nom allemand », mais « on ne trouve que très peu d'individus cherchant à abandonner un patronyme allemand stéréotypé, ni même un nom aux sonorités germaniques » (p. 51). Ce sont des « noms juifs distinctifs » qui font l'objet des demandes de changement (ils sont huit fois plus nombreux parmi les requêtes que dans la population new-yorkaise). Mais ces demandes sont en partie des demandes induites par l'extension de l'État : le développement du contrôle des identités, « l'expansion de l'État dans le domaine de l'identité personnelle » (p. 59), oblige une partie des personnes qui avaient utilisé, au quotidien, un nom d'usage, à demander l'officialisation du changement, pour que leur identité sociale corresponde à l'identité des papiers.
- 6 Le troisième chapitre porte sur l'impact culturel des changements de nom des Juifs : cette pratique apparaît dans de nombreux articles de presse, des films, des romans. Le juif qui a changé de nom devient une figure culturelle, souvent analysée comme l'expression d'une haine de soi. L'autrice, au contraire, montre qu'il s'agit d'une stratégie de « couverture » au sens d'Erving Goffman, une manière d'exercer un contrôle autonome sur un stigmaté, une façon de s'assurer que « leur nom stigmatisé ne devienne pas le centre de l'attention » (p. 86). Plusieurs preuves à cela : plusieurs leaders d'associations juives de l'époque avaient changé de nom, la grande majorité de celles et ceux qui abandonnent un nom vu comme juif n'abandonne pas leurs prénoms – alors même que ces prénoms peuvent avoir une connotation juive.
- 7 Le chapitre quatre est centré sur les formulaires et la lutte pour les *civil rights*. L'autrice montre qu'au cours de la première moitié du XX^e siècle, les formulaires de recrutement ou d'entrée à l'université cherchent à repérer les juifs. D'abord en demandant le nom de famille des grands-parents et leur lieu de naissance, puis en demandant si le candidat n'a pas « été connu sous un autre nom auparavant », ou en demandant à

connaître à quelle *dénomination* il est affilié. Le but : évincer les juifs de certains emplois ou certaines universités, en s'appuyant notamment sur leur nom ou leur changement de nom. Ces formulaires « ont racialisé les Juifs » (p. 102) : la discrimination antisémite aux États-Unis était en partie fondée sur des marqueurs rendus visibles par les papiers et les formulaires. Les associations juives de défense des droits ont alors cherché à rendre illégaux la recherche de ces « marqueurs raciaux » : une importante décision de justice en résulte, *Holland v. Edwards*, qui sert de base à l'interdiction de ces pratiques.

- 8 Le chapitre cinq montre la disparition des changements de nom : « Le succès de l'activisme, le déclin de l'antisémitisme, la mobilité ascendante de la classe moyenne juive, les déménagements vers les banlieues résidentielles... ont conduit au déclin du nombre de requêtes de changement de noms juifs à New York depuis les années 1970 » (p. 132). Au même moment se développe un mouvement de fierté ethnique : les noms juifs deviennent des badges d'authenticité dans un contexte où ils ne jouent plus de rôle discriminant, et où « un nouveau discours culturel célèbre en tant que choses valorisées et désirables l'expérience minoritaire, la culture des minorités ou leurs identités » (p. 134). Le changement de nom apparaît alors comme une forme de destruction culturelle, et l'idée se répand selon laquelle ces changements de nom, au début du xx^e siècle, loin d'avoir été voulus par les individus et les familles, avaient été imposés par des fonctionnaires intolérants, à l'arrivée sur le sol américain.
- 9 Le dernier chapitre se centre sur les changements contemporains de nom à New York. On n'y trouve plus de noms juifs, ni vraiment d'individus de classe moyenne ascendante. « Le changement de nom au début du xxi^e siècle est entrepris fréquemment par des hommes et des femmes de couleur, pauvres ou de classe populaire, qui ont besoin d'un remède à une erreur bureaucratique pour avoir accès à des prestations sociales ou trouver un emploi » (p. 153). Le renforcement de la surveillance par les papiers après le 11 septembre 2001, et de celle des immigrés, a rendu compliquée la vie de celles et ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ont des noms et prénoms qui ne correspondent pas à ceux qui sont sur les papiers. Il ne s'agit plus de gommer un marqueur ethnique, mais d'utiliser la force de l'État – le tribunal – pour imposer un nom aux administrations et aux entreprises.
- 10 L'ouvrage se présente donc finalement comme une exploration d'une lutte de papiers : lutte entre les formulaires privés qui cherchent à traquer le Juif sous le nom, requêtes et décisions de justice qui opposent un nouveau nom de papier aux intrusions de l'identification économique. Et une lutte souvent feutrée : les requérants ne se disent jamais – ou presque jamais – juifs, mais bien plutôt Américains et patriotes, les entreprises et universités jamais explicitement antisémites. Tout passe par les connotations du nom.